



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Quelle **France** dans **10** ans ?

Les constats

Dominique Auverlot

I-Tésé – 17 juin 2014

Remarques générales

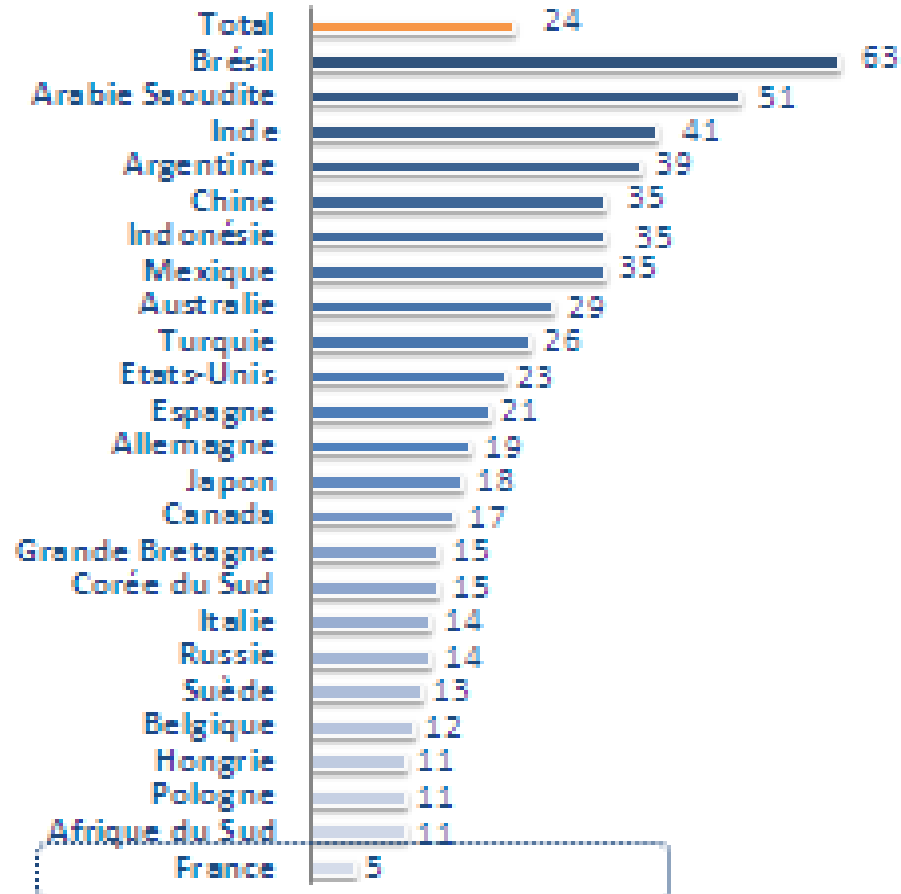
Trois remarques :

- **Montée mondialisation** : croissance (qui ralentit) des pays émergents, croissance de la classe moyenne mondiale (1, 2, 1, 3 à 4), 10 à 100 dollars dépenses quotidiennes)
- **Europe incertaine**;
- **France pessimiste** : France plus vieille, plus petite et moins riche (en relatif), croissance fragilisée, manque de confiance en l'avenir, conjoncture économique morose, manque d'espoir dans le politique, , cohésion sociale fragilisée, tentation du repli sur soi, Europe lointaine, considérations environnementales en recul, **une quête de sens.**



Perception de la situation économique du pays dans les six prochains mois

Confiance dans l'avenir économique du pays



Source : « The Economic Pulse of the World », Ipsos Global Advisor, données France, octobre 2013



QUATRE CHANTIERS

- Modèle productif
- Modèle social
- Vivre ensemble
- L'Europe





FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

**Quelle France dans 10
ans ?**

Quel Modèle productif ?

Modèle productif

Un historique rapide

- Trente glorieuses : modèle de production efficace porteur de croissance et d'emplois ;
- premiers essoufflements dans les années 90 avec la mondialisation et le renouvellement accéléré des produits ;
- difficultés accentuées avec la crise.



Un constat en demi-teinte des performances de l'économie française

- Un affaiblissement progressif de la croissance au cours des 3 dernières décennies (2,5 %, 2 %, puis quasiment nulle); décrochement productivité : Fr/US : 2000, Fra/All : 2006 ;
- une dégradation des positions dans l'échange international (même si 8 des cent premières entreprises mondiales sont fr): Fr : 6% exportations mondiales 1990, 3,5 % en 2013; baisse compte tenu de la mondialisation, mais plus rapide que l'Allemagne ;
- un sous emploi élevé et des dysfonctionnements du marché du travail: marché du travail dual : inclus stabilité; probabilité de transition d'un emploi instable à un emploi stable très faible par rapport à international ; nous manquons d'emplois délocalisables.



Des raisons multiples à la sous performance de l'économie française

- La baisse de la rentabilité des entreprises industrielles françaises (devant la hausse des coûts : productivité augmente moins vite que salaires, coût services, prix énergie, prix foncier) pèse sur leur investissement et leur capacité à innover et à exporter.
- Le système productif ne fait pas émerger suffisamment d'entreprises de taille intermédiaire (création insuffisante ou difficulté d'atteindre la taille critique), innovantes (réallocation main d'œuvre difficile : entreprises et secteurs) et exportatrices.
- Le système productif manque de cohérence comme l'illustre les relations plutôt difficiles entre tous les acteurs (entreprises, salariés, Etat, système de formation (qui fige les destins), système de recherche (qui a du mal à déboucher sur l'innovation) ...).



Les grands chantiers (1/2)

- La restauration des marges des entreprises soumises à l'échange international : coûts des intrants, lien salaire – productivité, coût du foncier, coût du financement, coût croissant de l'énergie (plus vite qu'en All) ;
- les gains de productivité agrégés grâce à une démographie d'entreprise plus vigoureuse et plus sélective (détention des entreprises, lien inter entreprises, loi des faillites, financement).



Les grands chantiers (2/2)

- Une meilleure insertion dans l'économie mondiale : quelle stratégie d'internationalisation des entreprises françaises (y compris leur sous-traitance) ? ; comment saisir l'ouverture des échanges de certains services (éducation, santé) dans lesquels la France possède un avantage comparatif ?
- Adaptation du fonctionnement du marché du travail, de la formation (initiale et continue) et du suivi des parcours professionnels : un plan de licenciement ne doit plus être une catastrophe



Quelques questions complémentaires :

- La croissance : retour d'une croissance soutenue, 1,5 % selon les experts internationaux, mais faible. De plus, questions nombreuses sur les conséquences d'une croissance durablement faible que l'on ne peut écarter (1%); sans oublier le débat sur la qualité de la croissance ...
- Quelle stratégie : réinvestir dans l'industrie ou miser sur les services, en particulier les services nouvellement échangeables (santé, éducation ...) :
- Puissance manufacturière = formations plus pratiques, favoriser l'investissement, bas prix énergie ;
- Innovation création et services : faire appel aux talents étrangers, développer la concurrence dans les services, concentrer les activités créatrices autour de quelques pôles urbains d'envergure internationale, ...





FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

**Quelle France dans 10
ans ?**

Quel Modèle social ?

Élaboré au cours des Trente Glorieuses, le modèle social français repose sur trois types de transfert :

- **Des assurances sociales collectives** financées par des cotisations assises sur le travail et gérées paritairement par les représentants des salariés et des employeurs ;
- **des prestations d'assistance** généralement sous condition de ressources, financées par l'impôt et les taxes, et gérées par l'Etat et les collectivités territoriales; dans la régulation de la vie économique et sociale ;
- **des services publics gratuits et universels** (éducation, santé) financés et organisés par l'État.



Modèle fondé sur le travail :

- la protection sociale s'adresse aux travailleurs qui s'assurent contre les risques sociaux par le paiement de cotisations sociales obligatoires ;
- quatre risques sont ainsi couverts : la maladie, le chômage, la vieillesse et les charges ; (cinquième risque : la dépendance) ;
- système de transferts avec d'un côté des cotisations représentant un certain pourcentage du salaire et des prestations dont le niveau varie en fonction du salaire ;
- modèle bismarckien : la protection sociale est réservée aux seuls assurés sociaux et à leurs ayants droit ;
- par opposition au modèle anglo-saxon : solidarité entre tous els citoyens reposant sur l'impôt et assurant une aide limitée aux plus démunis (besoin vital de subsistance), l'essentiel de la protection individuelle relevant de l'assurance privée.



Modèle qui a évolué vers un plus grand universalisme avec la mise en place d'un certain nombre de minimas sociaux, qui relèvent d'une logique d'assistance, octroyés sous condition de ressources :

- ASS : allocation de solidarité spécifique : 1984
- RMI : 1998
- CMU : 1999
- RSA : 2009

Modèle désormais hybride : cotisations (63%)/impôts, assurance/assistance



Un modèle aux qualités reconnues : 90 % Français considèrent qu'il existe un modèle social spécifique à notre pays et y voient un élément positif de protection sociale (90%)

Un modèle confronté à de nouveaux risques : chômage longue durée, insécurité emploi, monoparentalité, dépendance,
à la montée des inégalités : revenu, accès au marché du travail et aux services publics,



Un modèle qui atteint ses limites et est confronté :

- **à une triple crise de légitimité** : face à la montée des valeurs individualistes,
- **de solvabilité** : face à un financement déséquilibré,
- **d'efficacité** : face à un accroissement des inégalités.



Modèle social

- **Un modèle coûteux** (déficit 4 branches : 10 MM€ annuels, 2018, CC, déficit branche vieillesse : 70 MM€, branches famille et santé 72 MM€) qui pourrait gagner en efficacité ; dépenses sociales : 33% du PIB, contre 26,2 en All pour un niveau d'inégalités identique; retraite 14 %: faible lisibilité.
- **Un modèle peu lisible** dont la soutenabilité sociale est mise en doute (accumulation de prestations sociales (allocations logements, Cmu, ASS, RSA). 8 FR/10 estiment que l'on s'occupe mal des inégalités et de la pauvreté et que la cohésion sociale est faible dans notre pays; gouvernance remise cause : gestion paritaire qui s'efface devant le poids de l'Etat face aux déséquilibres financiers, LFSS depuis 1996.



Modèle social

- **Un modèle** soumis à de multiples pressions à 10 ans, **qui doit être repensé dans un contexte de compétition mondialisée**, Un modèle qui ne parvient pas à limiter l'incidence du milieu socioéconomique. Principe d'activation EC et OCDE : logique de contrepartie et d'individualisation (mettant l'accent sur la responsabilisation et l'autonomie) versus logique collective de solidarité (ex : médecine préventive) + travailleurs européens sur le sol français !
- **Un modèle qui doit s'adapter** aux évolutions économiques et sociales (chômage important, multiplication CDD,...), et qui pour le moment repose sur le travail (et le pénalise).
- **Un modèle** insuffisamment préventif (champ santé : vaccination + santé publique : 2,1 % contre 2,9 % pour l'OCDE).



Trois grandes options sur les objectifs et les moyens du modèle social à horizon de 10 ans :

- Quelle prise en compte de la solidarité dans le modèle social? (solidarité envers les plus démunis, droits sociaux universels ...).
- Quelle architecture de la redistribution (impôts pour mieux lutter contre les inégalités, transferts sociaux, services publics)?
- Quelle part des ressources transférer de l'action curative vers l'action préventive? (santé, emploi, formation professionnelle, ...).





FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Quelle France dans 10 ans?

Quel Modèle républicain ?

**Quel Vivre ensemble
républicain ?**

Quel constat ?

La France est globalement bien placée en Europe en termes de cohésion : pas de fracture territoriale :

- distribution sur le territoire des ressources et infrastructures ;
- répartition des revenus.



Modèle républicain

Crise de 2008 = sentiment de société désunie et de moindre confiance en l'avenir

S'interroger sur notre modèle républicain, à l'origine fondé sur :

- un corps national considéré comme homogène ;
- un Etat centralisé ;
- Une participation à la vie publique (vote) + institutions fortes (armée, école, etc.).



Modèle républicain

La cohésion sociale semble aujourd'hui fragilisée : 80 % des Français la considèrent comme faible. Pourquoi ?

a) Population plus sensible aux disparités :

- Inégalités et discriminations (origine, sexe, âge) sentiment d'injustice.
- Disparités spatiales sentiment de relégation (banlieues et périphéries des grandes villes, ruralité).



Modèle républicain

b) Nouvelle articulation entre le collectif et l'individu :
aspiration à une plus grande liberté individuelle et
sentiment d'appartenances multiples

c) Désenchantement démocratique + défiance vis-à-vis des
institutions

- abstention, vote extrême.

d) L'École et le travail (deux leviers fondamentaux de
l'intégration sociale) déçoivent.



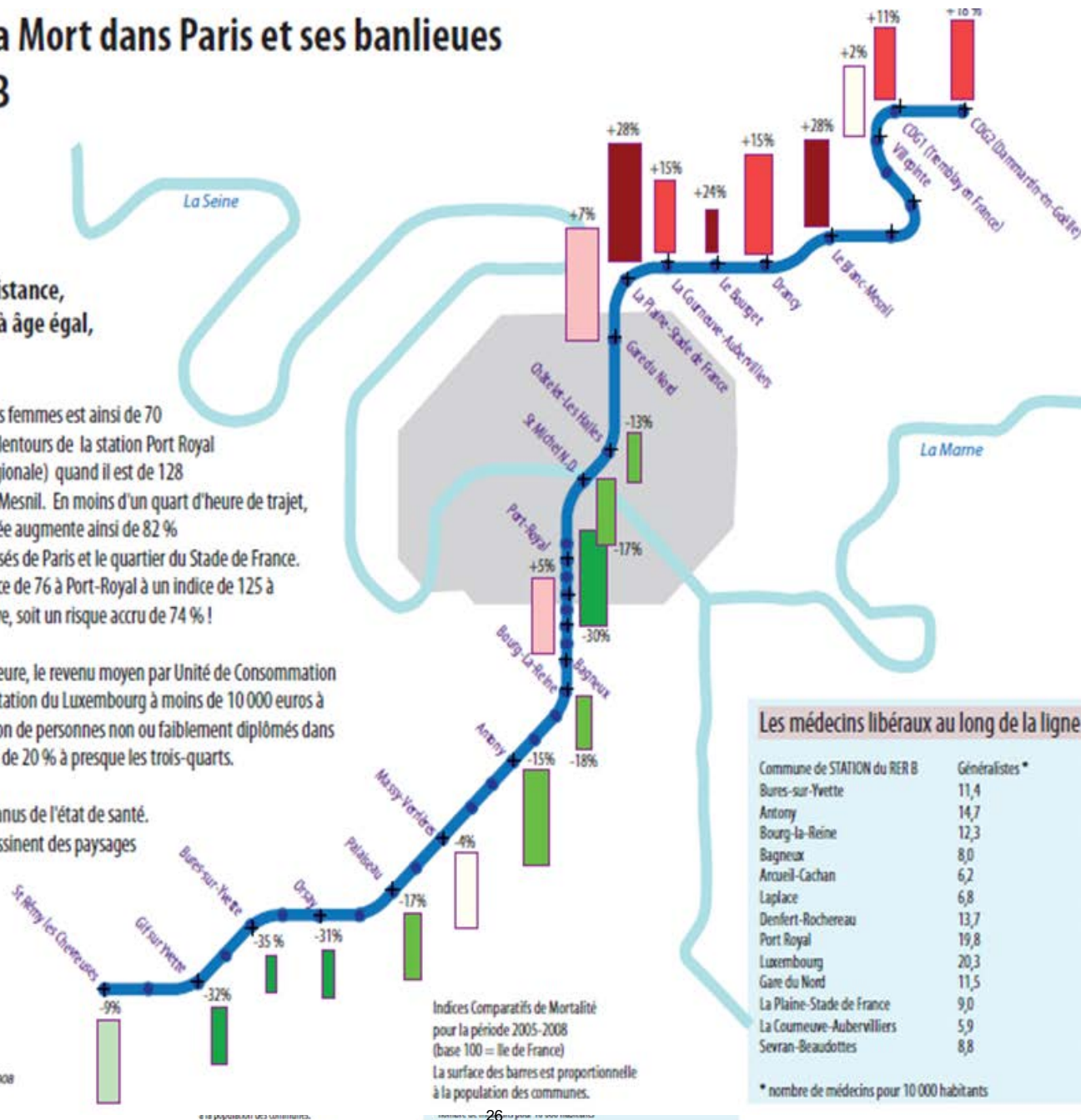
La Ville, la Vie, la Mort dans Paris et ses banlieues au long du RER B

A quelques kilomètres de distance, le risque moyen de mourir, à âge égal, varie du simple au double.

L'indice Comparatif de mortalité des femmes est ainsi de 70 dans le VIème arrondissement aux alentours de la station Port Royal (-30 % par rapport à la moyenne régionale) quand il est de 128 à La Plaine Saint-Denis ou au Blanc-Mesnil. En moins d'un quart d'heure de trajet, le risque de mourir une année donnée augmente ainsi de 82 % entre les arrondissements les plus aisés de Paris et le quartier du Stade de France. Pour les hommes on passe d'un indice de 76 à Port-Royal à un indice de 125 à Saint-Denis et de 132 à La Courneuve, soit un risque accru de 74 % !

Dans le même temps d'un quart d'heure, le revenu moyen par Unité de Consommation passe de 37 000 euros autour de la station du Luxembourg à moins de 10 000 euros à La Courneuve tandis que la proportion de personnes non ou faiblement diplômés dans la population adulte passe de moins de 20 % à presque les trois-quarts.

Or, ce sont là des déterminants reconnus de l'état de santé. Par leur concentration même, ils dessinent des paysages socio-sanitaires tranchés que l'on ne soupçonne guère tandis que le RER B parcourt les 70 km de sa ligne.



Les médecins libéraux au long de la ligne B du RER

Commune de STATION du RER B	Généralistes *	Spécialistes*
Bures-sur-Yvette	11,4	12,9
Antony	14,7	29,6
Bourg-la-Reine	12,3	29,7
Bagneux	8,0	6,9
Arcueil-Cachan	6,2	4,7
Laplace	6,8	2,1
Denfert-Rochereau	13,7	27,5
Port Royal	19,8	53,4
Luxembourg	20,3	68,5
Gare du Nord	11,5	13,8
La Plaine-Stade de France	9,0	10,7
La Courneuve-Aubervilliers	5,9	1,6
Sevran-Beaudottes	8,8	3,1

* nombre de médecins pour 10 000 habitants

Indices Comparatifs de Mortalité pour la période 2005-2008 (base 100 = Ile de France)
La surface des barres est proportionnelle à la population des communes.

© E.Vignerot/NFT 2010

Source des données : INSERM SCB et INSEE-REP 2008
Calculs et mise en forme : NFT 2010

Source de Calculs et mise en forme : NFT 2010

Quelle France dans 10 ans ?



Modèle républicain

Face à ce malaise, des politiques ont été mises en place mais le lien social est toujours fragile :

a) Recherche d'équilibre entre préservation du socle républicain et nécessité de l'adapter : (immigré double culture avec le numérique)

- Réaffirmation de la laïcité (charte Ecole, hôpital).
- Mesures ciblées (discrimination positive, ciblage d'aides, etc.).

b) Adaptation du modèle de participation démocratique pour rapprocher les citoyens et leurs élus (dispositifs de concertation plus nombreux mais encore lacunaires).

c) Parallèlement à la construction européenne, accélération de la décentralisation

- Emiettement du pouvoir et illisibilité □perte de confiance dans le pouvoir démocratique.



Quelles options (non exclusives) ?

Thème 1 : Quelle prise en compte du pluralisme de la société dans le cadre républicain ?

- Option 1 : Accroître la reconnaissance de la diversité culturelle, linguistique et territoriale.
- Option 2 : Mettre en place des dispositifs pour aller vers une égalité d'accès au droit commun (interprètes dans les administrations, adaptation des emplacements et horaires de services publics, etc.).
- Option 3 : Envisager des accommodements par rapport à la règle commune : droits spécifiques par une discrimination positive ciblant des populations ou des territoires (zones franches, quotas).
- Intérêts : favoriser, au-delà de la seule égalité de droits, une égalité de fait.
- Risques : stigmatisations possibles ; exacerbation des particularismes et des revendications.



Quelles options (non exclusives) ?

Thème 2 : Quelles politiques pour assurer la participation de tous à la vie publique et sociale ?

- Option 1 : Refonder la démocratie représentative en modifiant les règles du système (clarification des champs d'action des pouvoirs publics, adoption de nouvelles règles de scrutin et de représentation).
- Option 2 : Accroître la démocratie participative.
- Option 3 : Développer les engagements alternatifs (service civique, bénévolat, etc.).
- Intérêts : impliquer chacun dans la vie collective ; rapprocher institutions et citoyens.
- Risques : en cas de dispositifs volontaires, risque d'impliquer les individus déjà les plus actifs ; les dispositifs obligatoires risquent de ne pas parvenir à renforcer l'adhésion au système.





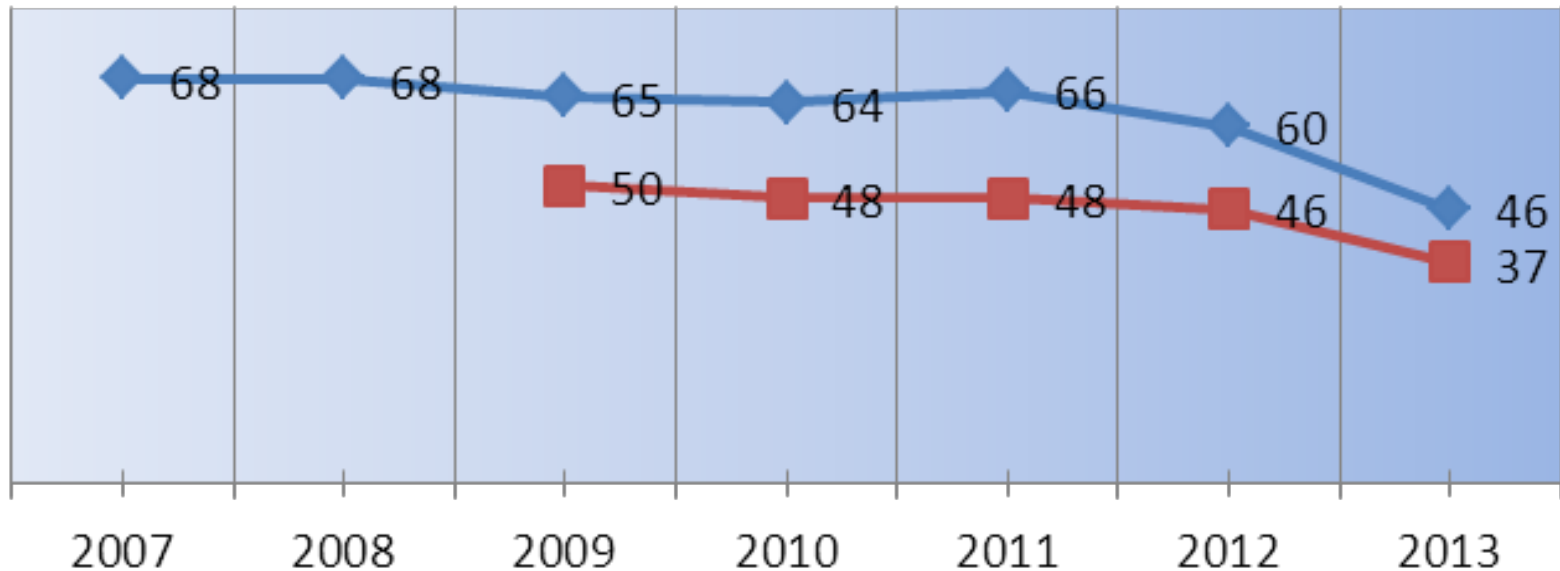
FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Quelle **France** dans **10** ans?

**L'Europe facteur
d'incertitude**

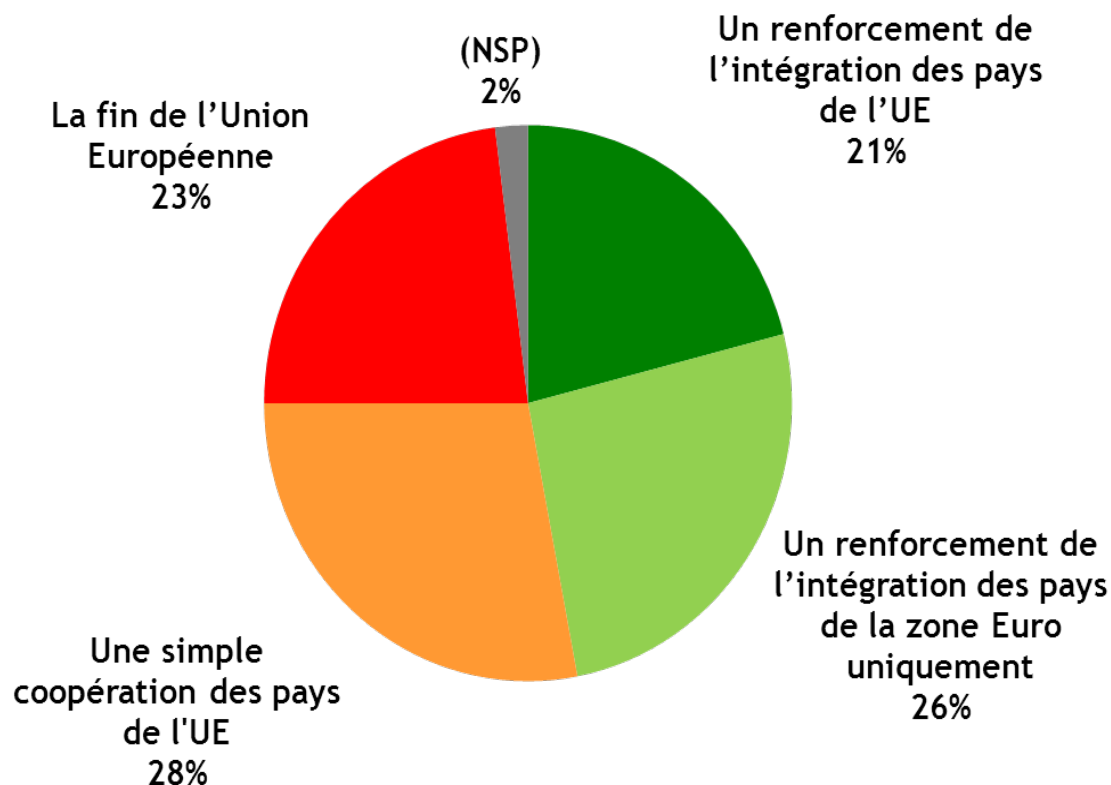
L'Europe facteur d'incertitude

—◆— Favorable à l'intégration européenne
—■— L'intégration européenne renforce l'économie



Des Français particulièrement divisés sur le futur de l'UE

S'agissant de l'évolution de l'Union Européenne, vous, personnellement que préférez-vous ?



L'Europe facteur d'incertitude

Une incertitude économique :

A] Une crise conjoncturelle :

- La croissance repart lentement en Europe (zone euro : 0,3 % au cours du deuxième trimestre 2013, - 0,7 en 2013, + 0,6 en 2014, + 1,3 en 2015).
- Réaction vigoureuse (mais trop lente après la crise), crise de la dette souveraine grecque : restriction budgétaire trop sévère y compris dans certains pays sur l'éducation et la santé.
- Décennie perdue : PIB/tête 2016 = 2007.

B] Une crise structurelle :

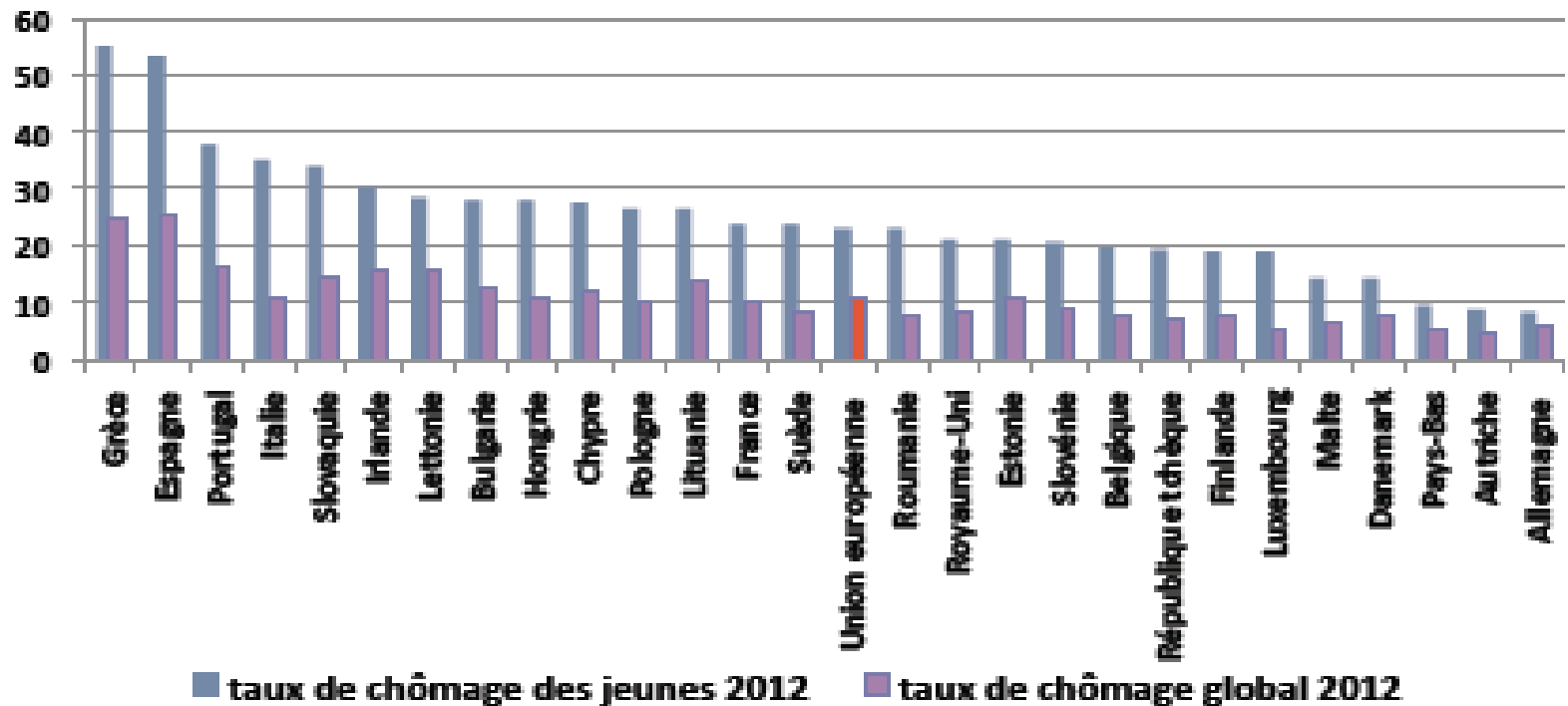
- Absence de convergence des indicateurs des différents pays de la zone euro.
- Economie géographique.



L'Europe du chômage

Taux de chômage des jeunes dans l'UE : 23 %

TAUX DE CHÔMAGE GLOBAL ET DES MOINS DE 25 ANS DANS L'UE-27



Source : Eurostat, LFS.

Espagne, Grèce, prévisions 2014 = 26 %



L'Europe facteur d'incertitude

Une incertitude sur le devenir de la zone euro :

- en réponse à la crise, plusieurs initiatives : - renforcement de la surveillance budgétaire et macroéconomique, - création du mécanisme de stabilité, - définition des conditions d'intervention de la banque centrale, qui supervise les banques ;
- mais mutation non achevée: stratégie budgétaire zone euro, Union bancaire européenne non encore en place, BCE superviseur sans mécanisme de résolution ;
- et discussions sur un budget propre, un socle commun d'assurance chômage, un Trésor européen à peine engagées : question du partage de la souveraineté.

Sondage = point d'inquiétude

Cinq pays pensent que l'euro n'a pas été une bonne chose, mais les opinions publiques ne veulent pas en sortir.



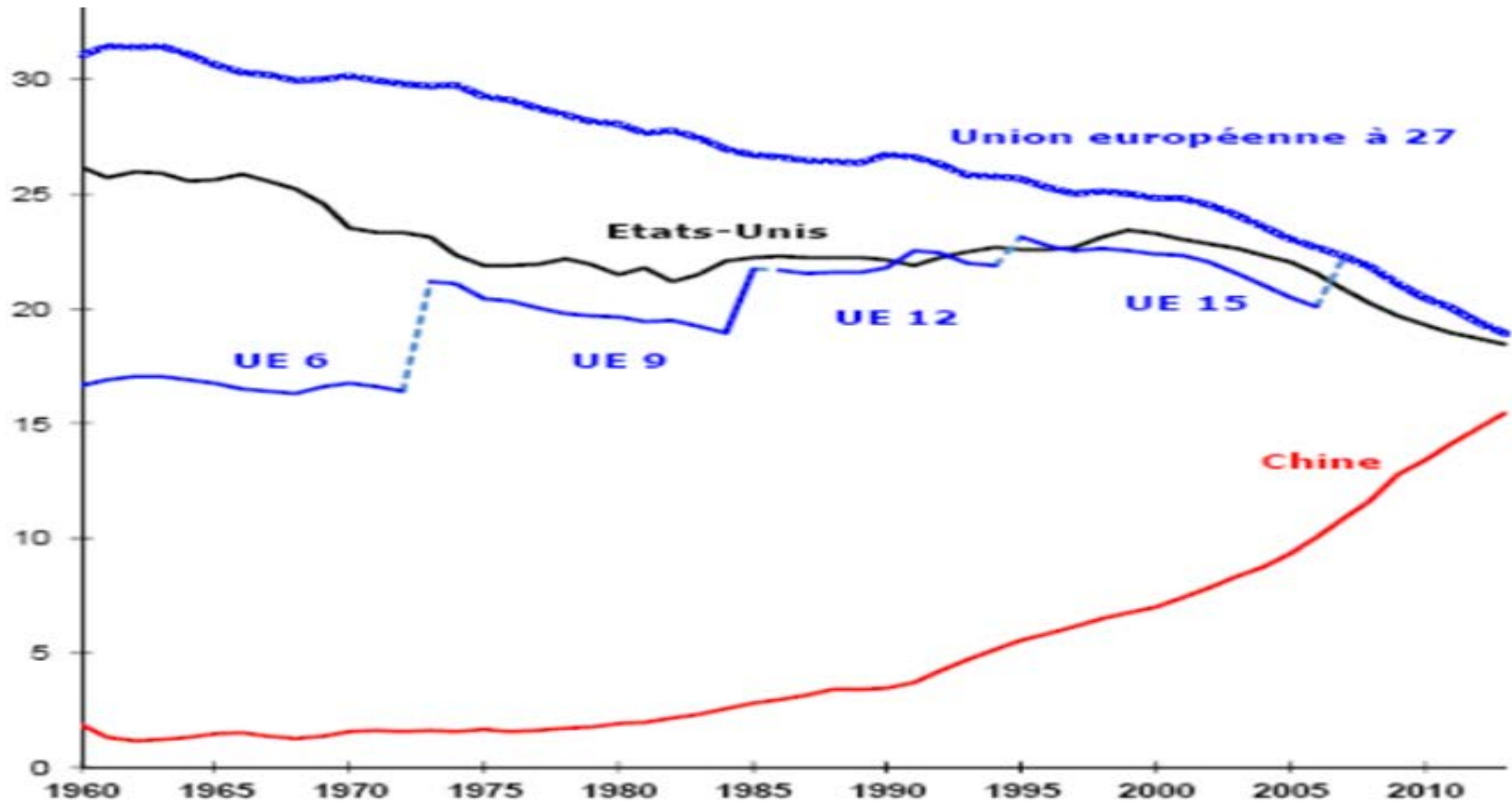
L'Europe facteur d'incertitude

Une incertitude sur l'Union européenne enfin :

- Où va le projet européen ?
- Marché intérieur en panne (énergie, ...).
- Menace de sortie du Royaume-Uni
- Absence de construction d'une véritable Europe sociale (réclamée par les seuls Français !).
- Incertitude sur l'extension européenne : Ukraine, Biélorussie...



L'Europe, projet indispensable



Quel projet pour l'Europe ?

Quelle relance du projet européen ?

Quelles politiques sectorielles ? (énergie, numérique, agriculture, recherche-innovation ...)

Quelle stratégie de légitimation ?



Quel projet pour l'Europe ?

Une clarification nécessaire des ambitions et des dispositions au compromis de la France :

- Non au référendum de 2005 ;
- UE différente de la France ;
- UE bouc-émissaire, responsable de la situation actuelle ;
- Quel aboutissement ?
- Quel moteur franco-allemand ?



Quel projet pour l'Europe ?

- Pour la première fois, l'hypothèse d'un délitement de l'édifice européen ne peut être écartée ;
- de même que l'hypothèse d'une Europe dominée par la vision des pays du Nord ;
- France : pays du Nord ou tête de pont, ou rejetée par les pays du Nord.

